

Paris, le 15 février 1993

Le Conseiller à la Présidence



NOTE

à l'attention de Monsieur le Président de la République

(S/c de Monsieur le Secrétaire Général)



-:-:-

A/s - RWANDA : MISSION A KIGALI et KAMPALA

Je me suis rendu avec le Directeur d'Afrique du Quai à KIGALI (12.02) et KAMPALA (13.02).

Voici les principaux résultats et conclusions :

1) - Au RWANDA :

Le FPR est en position dominante sur le terrain. D'après nos officiers présents à KIGALI, il est militairement en mesure de prendre KIGALI.

Le Président HABYARIMANA et le Premier Ministre sont sur des lignes différentes, reflétant le clivage entre Hutus du Nord et Hutus du Sud, ce qui donne schématiquement :

Pour le Président : résistance sans concessions politiques ("mieux vaut mourir que d'être soumis aux tutsis").

Pour le Premier Ministre : négociation avec le FPR, pour à terme chasser du pouvoir le Président HABYARIMANA.

Cette situation est désastreuse : elle offre un boulevard au FPR qui, avec le soutien militaire de l'Ouganda, la sympathie belge pour les tutsis, un excellent système de propagande qui s'appuie sur les exactions malheureuses commises par les extrémistes hutus, la complicité bienveillante du monde anglo-saxon, ne cesse de marquer des points sur le plan militaire et politique.

Après plusieurs heures de discussion avec le Président HABYARIMANA (qui au début ne semblait pas mesurer la gravité de la situation militaire et semblait compter sur un engagement direct des troupes françaises pour défendre KIGALI) puis avec le Premier Ministre (à qui j'ai exposé les risques d'un jeu de troisième force en période de guerre sur le sol national, de DIEM à MINH...), nous avons pu revoir les deux hommes dans la nuit et obtenir, qu'à partir de concessions réciproques, il lancent un appel commun à la nation et à la communauté internationale, pour :

- dénoncer la violation du cessez le feu par le FPR,
- s'engager à poursuivre le processus de démocratisation,
- reprendre les négociations d'Arusha.

2) - A KAMPALA,

J'ai eu près de quatre heures de discussions avec le Président MUSSEVENI. L'homme est résolu, malin et ambitieux quant au rôle régional de son pays, qu'il vient de terminer de pacifier.

Nous avons pu obtenir de lui :

a) - qu'il incite le FPR à un cessez le feu et à un retrait échelonné sur une semaine à ses positions initiales, sous la supervision d'observateurs neutres.

b) - qu'il incite le FPR à une reprise d'Arusha.

c) - le déploiement d'observateurs des Nations-Unies le long de la frontière internationale Ouganda-Rwanda.

Cela dit, il n'aime pas HABYARIMANA et souhaite ouvertement son départ. Mais comme il est inquiet de notre attitude et de notre degré d'engagement (sur lequel j'ai fait planer toute l'ambiguïté nécessaire à une bonne dissuasion), je pense qu'il devrait au moins contribuer à freiner l'appétit du FPR.

Il faut dire que, comme il me l'a dit, son vrai problème est au Nord : le Soudan. Il craint une offensive soudanaise contre GARANG qui le laisserait à découvert face à l'expansionnisme islamiste vers le Sud. Il a demandé à ce que la France lui permette d'acheter des Milan (missiles antichar) en échange d'un "bon comportement" de sa part sur le dossier rwandais...

-o0o-

Il reste à mettre en oeuvre ces résultats théoriques (cessez-le-feu avec retrait du FPR, observateurs sur la frontière, reprise des négociations d'Arusha). Nous nous y employons actuellement avec le Quai d'Orsay. Mais la situation reste extrêmement délicate pour nous:

- Nous sommes aux limites de la stratégie indirecte d'appui aux forces armées rwandaises. (Nous accélérons les livraisons de munitions et matériels). Leur degré de motivation est trop inégal (en raison des divergences entre hutus du Nord et hutus du Sud) pour envisager avec sérénité une stabilisation du rapport de forces militaires. Au cas où le front serait enfoncé, nous n'aurions d'autre choix que d'évacuer KIGALI (la mission officielle de nos deux compagnies

d'infanterie est de protéger les expatriés), à moins de devenir co-belligérants.

- Notre isolement sur ce dossier au plan international (Belges, Anglais et Américains n'aiment pas HABYARIMANA) doit nous conduire à **déployer un effort diplomatique encore plus offensif** pour recueillir les appuis diplomatiques nécessaires à la mise en oeuvre des résultats - théoriques - obtenus par cette mission à KIGALI et KAMPALA. Cet effort est engagé par le Quai d'Orsay.



Bruno DELAYE.